

## ***2025 : la barbarie impérialiste ou le socialisme révolutionnaire !***

**Les « Bonne année, bonne santé » ont un goût quelque peu amer en ces premiers jours de 2025. Les projecteurs des grands médias sont braqués sur les États-Unis, où des incendies ravagent Los Angeles. 200 000 habitants ont déjà dû évacuer leurs habitations, avec un bilan provisoire de 16 morts. La catastrophe est sans précédent pour la ville, mais elle s'inscrit dans une série de grands incendies qui ont touché la Californie, et bien d'autres régions du monde ces dernières années, en raison du dérèglement climatique.**

Les autorités démocrates de la ville et de l'État n'en ont pas moins taillé dans le budget des pompiers, avec 17 millions de dollars de moins cette année pour la ville de Los Angeles et 100 millions de dollars de moins pour la prévention des feux dans l'État de Californie l'an dernier.

Trump, qui entrera en fonction le 20 janvier, continue à nier farouchement le réchauffement climatique et la responsabilité des grandes industries, notamment de l'énergie. Son bras droit Elon Musk est là pour garantir une politique au service exclusif des capitalistes.

Avec ces milliardaires qui ne savent rien faire d'autre que s'en prendre aux plus pauvres et aux immigrés, il y a de quoi craindre bien d'autres catastrophes !

### **En France aussi, fric et haine anti-immigrés sur le podium !**

La catastrophe naturelle et, surtout, sociale qui touche Mayotte semble moins émouvoir les grands médias, sans doute car aucune star millionnaire n'y possède de villa.

Néanmoins, après avoir rechigné à faire le voyage, Bayrou et ses principaux ministres ont fini par aller y annoncer le plan « Mayotte debout » : une sinistre blague consistant à accorder au patronat local toutes les possibilités d'entorses au droit du travail sous prétexte de reconstruire l'île, sans remettre en cause le sous-investissement dans les infrastructures, et bien évidemment à relancer la chasse aux immigrés comoriens, à grands renforts de militaires. C'est pourtant la France qui a séparé l'île mahoraise de l'archipel des Comores, à laquelle elle appartient historiquement, pour faire des Comoriens des étrangers sur leurs propres terres.

En reprenant à son compte le discours de l'extrême droite, le gouvernement déroule le tapis rouge à Marine Le Pen qui a pu mettre en scène son accueil chaleureux sur une île dont la population est pourtant majoritairement musulmane et non francophone, tout ce qu'elle abhorre !

Avec ces politiciens bourgeois, le présent des habitants reste et restera très probablement la misère, les bidonvilles, la chasse aux migrants et l'érection de murs de haine.

### **Urgence, révolution !**

Car le racisme et la haine secrétés par les gouvernants des plus grandes puissances, de Trump à Macron en passant par Poutine, ne sont pas que de dramatiques dérives. Ce sont des instruments de division des travailleurs et des peuples. Pour que les milliards que nous sommes sur la planète ne fassions pas bloc contre la poignée de milliardaires qui nous gouvernent : une révolution qui pourrait s'étendre comme une traînée de poudre. Il n'a pas manqué ces derniers temps de mouvements de révolte des travailleurs et des plus pauvres. L'année 2024 a été marquée par des grèves massives aux États-Unis, chez Boeing, chez les dockers, dans l'automobile et la grande distribution ; des grèves en France ou en Allemagne contre les licenciements ; révolte des étudiants au Bangladesh... Ces mouvements pourraient permettre d'en finir avec le capitalisme... à condition de sortir du « boîte par boîte » ou « pays par pays ». C'est cet enfermement dans des frontières que les exploités et opprimés du monde entier doivent dépasser. C'est avec une perspective internationaliste qu'il nous faut nous organiser, pour agréger les colères et pour une révolution qu'il est temps de sérieusement préparer. L'avenir est à la lutte de classe internationale, c'est notre perspective pour 2025

## **Une politique hypocrite**

La direction s'est contentée de mettre en ligne un formulaire pour signaler les faits de violences sexuelles et sexistes. Alors que des faits graves ont eu lieu dans l'hôpital, elle n'a pas jugé bon d'ouvrir le débat et laisse les équipes en souffrance dans certains services. Quant à ceux dont la langue dérape de temps en temps, ils sont souvent couverts par leur hiérarchie.

## **Triste état de la psychiatrie**

En 2023, les urgences ont enregistré en France 556 000 passages pour motif psychiatrique soit une augmentation de 21 % par rapport à 2019. Or, 7 000 places en hospitalisation complète ont été fermées en 15 ans. Les besoins ne cessent d'augmenter mais les moyens fondent. Et alors que Macron a multiplié les cadeaux aux entreprises sous forme de subventions et de réduction de charges, le gouvernement en place veut tailler dans les budgets des services publics. La seule réponse possible ne peut venir que de notre colère.

## **Encore des restrictions budgétaires**

La direction a annoncé que l'État allait demander une diminution des moyens de l'hôpital de 9 millions d'euros sur neuf ans. Les gouvernements de droite comme de gauche changent mais leur politique reste la même : faire payer les travailleurs et les plus démunis.

## **La pauvreté gagne du terrain**

Lors du dernier bilan publié par *l'Est républicain*, il s'est avéré qu'à Besançon, 23 % des ménages vivent en dessous du seuil de pauvreté. Les quartiers les plus touchés sont Planoise et Les Orchamps. Cette pauvreté est encore plus importante dans les anciens fiefs industriels comme dans le nord de la France ou dans le pays de Montbéliard. Les licenciements en masse en sont la cause. Un monde où d'un côté une poignée de gens amassent des sommes colossales alors que la misère grandit de l'autre.

## **Le directeur de Pontarlier remercié**

Le directeur de Pontarlier a été suspendu puis mis à la retraite anticipée pour « pressions managériales et comportements inappropriés » sur certains membres du personnel. L'article de *l'Est* ne dit pas exactement de quoi il s'agit. La maltraitance dans les hôpitaux peut prendre des visages variés et on est bien placé pour le savoir, conditions de travail dégradées, attitudes de cadres intolérables... Faire un exemple de temps en temps ne résoudra pas le problème de fond dans les hôpitaux.

## **Le Pen, le patronat le pleurera**

De tortionnaire en Algérie, proche des nazis, à leader de l'extrême droite, Jean-Marie Le Pen aura toujours été notre ennemi. Malgré sa mort, ses idées nauséabondes persistent. La montée du FN a coïncidé avec les trahisons de la gauche au pouvoir. Les Le Pen, leurs amis et leurs héritiers cherchent à nous diviser en désignant les étrangers comme la source de nos problèmes. Les riches leur en sont reconnaissants.

## **Les fesses de Larcher n'ont pas de prix**

Le président du Sénat, Gérard Larcher, vient de commander un nouveau fauteuil sur lequel il posera son auguste séant pour présider les séances. Son coût ? 40 000 euros hors taxes, payés évidemment par le contribuable. Il a refusé tous les autres sièges que lui a proposés (gratuitement) le Mobilier national, un service de l'État qui s'occupe de l'agencement des ministères, des Chambres, des ambassades, etc. Aucun n'était assez bien pour son précieux fessier. Bientôt un moulage de son postérieur exposé au musée Grévin ?

## **Le PS ressuscite les projets macronistes**

La retraite par points, les macronistes rêvaient de la mettre en place. Une grève massive à l'hiver 2019-2020 l'avait torpillée avant que le Covid ne l'enterre. Si elle avait existé lors du confinement, les pensions auraient baissé d'un tiers ou de la moitié, étant indexées sur les performances de l'économie !

C'est ce cadavre que le PS est en train d'exhumer au prétexte de négocier un moratoire sur la retraite à 64 ans... mais surtout son soutien au gouvernement ! « *Fake news* », s'écrie un de ses chefs, « *nous ne sommes pas pour la retraite à points* ». Non, ils sont juste « *prêts à regarder avec les partenaires sociaux* ». On connaît la chanson...

## **Hayot profite de vie chère**

Le quotidien *Libération* publie un dossier sur le groupe Bernard Hayot, à la tête d'un empire de la grande distribution avec de nombreux hypermarchés, 15 000 salariés dans 19 pays et territoires différents. Le groupe vient de publier ses comptes. Avec au moins 4,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires, ils sont largement sous-estimés, puisqu'ils ne prennent pas en compte les nombreuses filiales du groupe. Cette famille de békés (descendants des colons esclavagistes) profite de son monopole commercial et cache soigneusement les marges faramineuses qu'il réalise sur le dos des populations d'outre-mer. Une « *pwofitasyon* » scandaleuse, dénoncée depuis des mois par le mouvement contre la vie chère en Martinique.

